

compris la Banque nationale qui émet la monnaie, et la Banque de crédit national qui possède le tiers de toute l'industrie hongroise, reposeront en toute sécurité entre ses mains.

La Bulgarie est industriellement très faible ; 10 % seulement de sa population travaille dans l'industrie. Bien que le Kremlin ne lui ait pas encore extorqué de réparations, le pays est tombé sous la dépendance économique de la Russie en raison de la nécessité où il se trouve de payer à l'U.R.S.S. des sommes énormes pour frais d'occupation, et en raison de la saisie par l'U.R.S.S. des biens appartenant sur ses territoires aux Allemands. Un pacte bulgaro-soviétique a été conclu en mars 1945 qui, comme on peut le présumer, garantit l'hégémonie russe sur l'économie bulgare.

Nous voyons ainsi comment, dans « les ex-pays ennemis », par le moyen des réparations, des frais d'occupation et de la saisie des biens appartenant aux Allemands, le Kremlin s'est installé en propriétaire principal et en pouvoir dirigeant de toute l'économie. Fort de ces positions, il dirige maintenant à nouveau tous ses efforts vers le rattachement de l'économie de ces pays à la sienne. Il a remplacé l'Allemagne d'avant guerre comme maître étranger

des Balkans. Mais l'U.R.S.S. n'est pas capable de jouer le rôle de l'Allemagne d'avant guerre, industriellement puissante. Et maintenant, tout spécialement, quand ces pays déjà pauvres en temps normal, ont été ruinés par la guerre, et qu'ils ont un pressant besoin de capital et de produits manufacturés. Comme nous l'avons vu, l'U.R.S.S. se trouve avoir besoin exactement de ces mêmes choses. L'U.R.S.S. n'est pas un pays exportateur de capitaux. C'est un pays qui a désespérément besoin de capital. L'U.R.S.S. n'exporte pas de produits manufacturés. Tout au contraire, elle est très à court de toutes sortes de produits manufacturés. Par conséquent, elle ne peut gagner l'appui des classes dirigeantes balkaniques ou prendre le contrôle de leur économie par des pressions économiques « normales » ou des prêts. Le Kremlin est incapable d'organiser des relations commerciales et économiques avec ses pays. Il a cherché à surmonter cette difficulté en convertissant les Balkans en dépendances et en gardant la haute main sur leur économie par des moyens avant tout bureaucratiques et militaires. Ceci explique son besoin désespéré d'arrêter la pénétration du capital occidental et de convertir l'Europe orientale en une économie fermée.

Les Etats balkaniques

Comment cette domination du Kremlin a-t-elle affecté le caractère de classe de ces Etats balkaniques ? Selon toute apparence, les rapports capitalistes fondamentaux ont été laissés intacts. Le partage de la terre, nous l'avons vu, a été effectué sur une base capitaliste. La vieille classe semi-féodale des propriétaires fonciers a été anéantie. Mais l'agriculture continue à se trouver dans les mains de petits propriétaires qui participent au marché sur une base capitaliste.

Dans l'industrie, les rapports capitalistes se poursuivent de la même façon. Les entrepreneurs individuels, les gérants et les actionnaires d'autrefois restent en place. Il n'y a eu aucune nationalisation de l'industrie en Roumanie ou en Bulgarie, bien qu'en Roumanie certaines industries aient appartenu à l'Etat avant la guerre.

Mais même en Hongrie — dû à cause de l'effondrement complet de l'économie, l'Etat institua un contrôle rigide et entreprit de nationaliser la houille, la bauxite, les puits de pétrole et les raffineries, les centrales électriques et les métallurgies — ceci s'accomplit sur une base capitaliste comme en Tchécoslovaquie ou même comme en Angleterre. Ces industries continueront à fonctionner sous des directions capitalistes et sur des fondements capitalistes, et à être contrôlées par une bureaucratie capitaliste ; et l'Etat continuera à payer des dividendes sous forme d'intérêt sur les actions d'Etat.

La nature capitaliste de la nationalisation hongroise est rendue encore plus claire par un intéressant à-côté. Comme en Autriche, mais pour des raisons quelque peu différentes, plusieurs représentants du capital hongrois se placèrent à la tête du mouvement qui préconisait les mesures de nationalisation. Le Kremlin entre ainsi aujourd'hui dans les rapports économiques des Balkans en partenaire capitaliste, recevant 50 % des profits de l'industrie sur la base de la propriété capitaliste.

Le Kremlin a certainement réalisé son « accumulation primitive » de capital, qui constitue la base de sa part de 50 % dans l'industrie balkanique, d'une manière violente et brutale. En ceci il rivalise avec les arrière-grands-pères des Tories britanniques d'aujourd'hui qui, eux aussi, effectuèrent leur « accumulation primitive » avec des moyens qui étaient loin d'être doux et pacifiques.

Il est vrai, naturellement, que ces pays balkaniques ne présentent aucune image de rapports capitalistes classiques. C'est plutôt un capitalisme bizarre : la bureaucratie soviétique possède la moitié du capital dans les principaux secteurs de l'économie, les pays se trouvent sous l'occupation des armées soviétiques, des gouvernements policiers dirigés par les stalinien sont les maîtres et des comités d'usines bureaucratiques, contrôlés par les stalinien, continuent à exercer une certaine influence sur l'industrie.

Mais cette période d'agonie mortelle du capitalisme n'est évidemment pas favorable à l'épanouissement du capitalisme classique. Même une Angleterre autrefois toute-puissante, foyer du « libre commerce » et du « laissez-faire », a dû plier sous l'orage, au point de permettre à l'Etat de prendre en charge quelques-unes de ses principales industries. C'est certainement un spectacle bizarre, tout aussi bien qu'écoeuvrant, que de voir les usurpateurs du fier Etat créé par la Révolution russe apparaître comme gardiens de ce néo-capitalisme dans les Balkans. Mais tout cours normal et tous concepts normaux ont été balayés de la planète dans cette période d'agonie du capitalisme. Et ainsi des « socialistes » jaunes s'avancent pour essayer d'endiguer la vague révolutionnaire et de sauvegarder le perfide empire britannique. Et les oligarches stalinien entrent dans les Balkans pour écraser l'insurrection des masses et soutenir de leurs baïonnettes un capitalisme malade à peine reconnaissable, mais tout de même authentique.

Des pays balkaniques vaincus, passons à la Tchécoslovaquie. Ce pays était, dans les années d'avant guerre, le plus industrialisé et le plus prospère de l'Europe orientale, ou, comme cette région était nommée : de l'Europe centrale. La Tchécoslovaquie a été particulièrement fortunée en se débarrassant rapidement de toutes les armées d'occupation, et, comme « alliée », elle n'a à payer aucune indemnité à ses « libérateurs ».

L'éclosion de comités et de conseils d'entreprises, les occupations d'usines et l'établissement d'un double pouvoir *de facto* pendant la première phase de la « libération », qui eurent lieu à un degré plus ou moins grand dans toute l'Europe orientale, ce mouvement déféra sur la Tchécoslovaquie avec davantage de puissance et d'efficacité et sur une plus large échelle que n'importe où ailleurs. Ici, les comités d'usines s'établirent plus solidement, exercèrent un contrôle plus effectif, disposèrent d'un pouvoir plus réel et se maintinrent bien plus longtemps. Il reste encore aujourd'hui des vestiges de ce contrôle ouvrier sur la production.

Les quatre grands partis qui formèrent le premier gouvernement de coalition étaient déjà d'accord en avril 1945, à Kosice, sur le principe de la nationalisation des entreprises. Mais personne ne prévoyait alors que les 70 % de l'industrie seraient convertis en propriété étatique. La révolution qui eut lieu en mai 1945 était attendue de tous les partis, mais personne ne prévoyait sa grande force. Toutes les grandes entreprises industrielles, et aussi de plus petites, furent enlevées à leurs propriétaires par les comités ouvriers. Les ouvriers de Tchécoslovaquie avaient réalisé un véritable renversement. Le fait que leurs comités ouvriers ont été vidés de leur pouvoir, que la nationalisation est vidée de son contenu social, que le capitalisme a encore réussi à se réinstaller en Tchécoslovaquie, tout ceci est dû à la trahison des stalinien, qui jouissaient de la confiance des masses et qui usèrent de cette confiance pour les trahir.

La nationalisation de l'industrie tchèque fut encore imposée au gouvernement par le fait que les secteurs décisifs de l'industrie se trouvaient aux mains des Allemands. Un vide d'appartenance fut ainsi créé dans presque les deux tiers de l'industrie tchèque après la défaite allemande. La proportion des possessions allemandes dans certaines industries était encore plus grande. La totalité presque de l'industrie de la porcelaine, 90 % de l'industrie du papier, 75 % des produits chimiques appartenaient aux Allemands.

Un bourgeois qui voit loin

Edouard Bénéš, le bourgeois tchèque qui voit loin, président de la République nouvellement reconstituée, écrivait, dans le numéro du 15 décembre 1945 du *Manchester Guardian*, un article (et un autre article dans le *Foreign Affairs* d'avril) où il essayait de faire comprendre clairement au capitalisme occidental que les mesures de nationalisation étaient inévitables, mais que tout de même les capitalistes de l'Occident ne devaient éprouver aucune crainte, que malgré le caractère et la longue portée de la loi sur la nationalisation, le pays continuerait à marcher sur des roulettes capitalistes.

« Lorsqu'au lendemain de la libéra-